



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Juillet 2023

## Zoom sur les investissements directs étrangers (IDE) en zone CEMAC et en RDC en 2022

Selon les données de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) en zone CEMAC ont atteint 3,6 Mds\$ en 2022, en baisse par rapport au niveau de 2021 (4,1 Mds \$), portant le stock total d'IDE en zone CEMAC à 82 Mds\$. Selon le rapport de la [CNUCED](#) sur l'investissement dans le monde, ce ralentissement s'est fait ressentir à l'échelle mondiale et est dû au contexte largement dominé par des crises notamment la guerre en Ukraine qui paralyse les chaînes d'approvisionnement, les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, des turbulences financières et les pressions exercées par la dette.

Par pays, cette baisse du flux des IDE entrants est principalement portée par le Gabon (1,1 Md \$ contre 1,5 Md \$), le Tchad (604 M\$ contre 705 M\$), le Cameroun (889 M\$ contre 964 M\$), et dans une moindre

### LE CHIFFRE À RETENIR

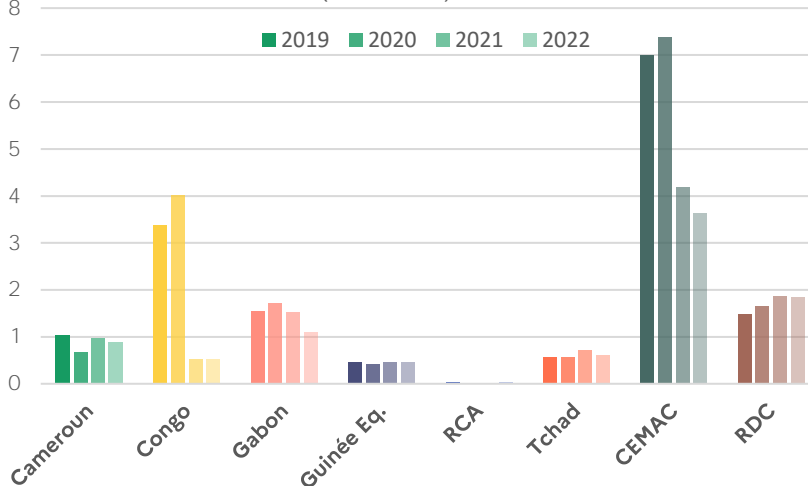
**3,6 Mds \$**

Entrées d'IDE en zone CEMAC  
en 2022

mesure la Guinée Equatoriale où l'on observe une légère baisse (459 M\$ contre 460 \$). Au Congo, le flux d'IDE entrants est resté stable à 532 M\$. En RCA, où les flux sont les plus faibles de la zone, ceux-ci se sont inscrits en hausse, à 24 M\$.

Avec ces nouvelles entrées d'IDE, le stock total atteint désormais 82 Mds \$ pour la CEMAC. Le Congo représente à lui seul 2/5<sup>ème</sup> de ces IDE, avec un stock estimé à 34 Mds \$, suivi du Gabon (16,5 Md \$), de la Guinée équatoriale

Flux des IDE entrants dans la CEMAC et en RDC  
(en Mds \$)



Source : CNUCED 2023, Calculs SER

(15,8 Mds \$), du Tchad (8,3 Md \$), du Cameroun (6,4 Mds \$), et de la République Centrafricaine (715 M\$).

Hors CEMAC, en RDC, après trois années à la hausse, le flux d'IDE en 2022 observe une baisse en 2022 (1,85 Mds \$ contre 1,87 Mds \$ en 2021), cette nouvelle entrée des IDE porte le stock total à 30,9 Mds \$.

## Régional

### Deuxième session ordinaire de l'année du comité de politique monétaire de la BEAC

Lors du dernier [comité de Politique Monétaire \(CPM\)](#) tenu le 26 Juin, l'évolution récente de la conjoncture économique et les perspectives macroéconomiques internationales et sous-régionales ont été examinées. Les réserves de change de la BEAC ont connu une augmentation significative pour atteindre 7 602,4 Mds FCFA au 30 avril 2023, soit une hausse de 44,8 % sur un an. Cette dynamique est attribuée à la bonne tenue des activités économiques, aux efforts de rapatriement des recettes d'exportation et à la forte hausse des rétrocessions des devises par les banques pour le compte de leur clientèle du secteur extractif. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 74,2 % au 31 mars 2023, contre 66,7 % un an plus tôt.

Concernant l'orientation de la politique monétaire de la BEAC, plusieurs facteurs ont milité en faveur du maintien du taux directeur à son niveau actuel. Ces facteurs comprennent une anticipation de pressions inflationnistes moins fortes, avec un taux d'inflation prévu de 6,1 % en moyenne annuelle en décembre 2023, soit une révision à la baisse par rapport à une prévision antérieure de 6,4 %. De plus, une modération de l'inflation importée dans la CEMAC est prévue en raison du recul attendu des prix de l'énergie, ainsi qu'une révision à la baisse des prévisions d'inflation à moyen terme (2023-2025). En conséquence, le taux d'intérêt des appels d'offres et le taux de la facilité de prêt marginal ont été maintenus inchangés

respectivement à 5,00 % et à 6,75 % pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2023.

## Cameroun

### Renforcement des infrastructures routières dans l'Extrême-Nord

La Banque mondiale a approuvé le 20 juin dernier un [prêt de 330 M USD](#) pour l'amélioration de la connectivité, de la résilience et de l'inclusion dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Le projet vise à la remise en état du tronçon Mora-Kousséri (205 km) sur la route nationale 1 (RN1) qui s'ouvre sur le Tchad et le Nigeria. Plus de 920 000 personnes devrait bénéficier de l'amélioration de l'accès aux écoles, établissement de santé et aux marchés. Ce projet routier a déjà bénéficié d'un premier concours financier de la Banque Mondiale entre 2010 et 2020 qui n'avait pu aboutir en raison du contexte sécuritaire lié à Boko Haram.

### Première cargaison importée sous régime de la Zlecaf

Le port de Kribi a accueilli [le 3 juillet](#) une cargaison de résine en provenance de Tunisie, la première sous le régime de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Le Cameroun fait partie des 7 pays pilotes de cette initiative pour la création d'un marché unique sur le continent africain entrée en vigueur en mai 2019. La réduction des droits de douane sur les produits admis sous le régime de la Zlecaf devrait se poursuivre sur les 10 années à venir. Environ 3% des lignes tarifaires, notamment l'huile de palme, les sucres et les savons, devraient néanmoins être exclues de la libéralisation. Le Cameroun a déjà exporté sous ce nouveau régime de faibles quantités de fruits séchés et de thé vers le Ghana.

## Nouvel emprunt obligataire 2023

Le Ministre des Finances a annoncé avoir levé plus de **176 Mds FCFA** au titre du 7<sup>ème</sup> emprunt obligataire du Cameroun sur le marché financier de la CEMAC. Initialement prévu à 200 Mds FCFA, le montant des souscriptions pour 2023 avait été **revu à la baisse à 150 Mds FCFA**. **L'objectif a donc été dépassé** pour cette première expérimentation à taux multiples. Les investisseurs se sont vus présenter 4 tranches avec des maturités allant de 3 à 8 ans, et des taux **d'intérêt de 5,8% à 7,25%**. Les différentes tranches ont connu un succès inégal, celle à la maturité la plus courte présente ainsi un taux de couverture de 198% tandis que celle dont la **maturité atteint les 8 ans n'a été couverte qu'à 53%**. Les fonds collectés sont destinés à financer certains projets inscrits dans la Loi de finances 2023 dans les secteurs des travaux publics, de l'eau et de l'électricité et de l'aménagement urbain.

## Le conseil d'Administration du FMI a validé la 4e revue du programme

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le 29 juin 2023, [la quatrième revue](#) des programmes appuyés par le FMI au Cameroun au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC). Cette approbation des revues se conclut par un nouveau décaissement de 73,6 M USD soit 44,5 Mds FCFA), ce qui a porté le total des décaissements à 493,6 M USD soit 225,4 Mds FCFA. **Le Conseil d'administration du FMI a également approuvé la dérogation pour non-respect du critère de réalisation relatif à la non-accumulation de nouveaux arriérés de paiement extérieurs car le dépassement était provisoire et négligeable. Trois des cinq objectifs du programme n'ont pas été atteints.** Cependant, selon le Directeur général adjoint du FMI, malgré **la lenteur de la mise en œuvre des réformes structurelles**, il faut relever les progrès du Cameroun dans certains domaines essentiels de **la gouvernance et de l'administration des revenus**. La poursuite de la mise en œuvre des mesures correctives par le gouvernement

camerounais sera indispensable pour atteindre les objectifs manqués **et permettre l'accélération des réformes**.

## Le Cameroun inscrit sur la liste grise du Groupe d'action financière

Le Groupe d'action financière (Gafi) a annoncé à l'occasion de sa [plénière](#) tenue à Paris le 23 juin 2023, l'inscription du Cameroun, de la Croatie et du Vietnam sur la liste grise des pays sous surveillance renforcée par le **Groupe d'examen de la coopération internationale (Geci)**. Cette liste grise **regroupe l'ensemble des pays qui présentent des déficiences stratégiques dans leur régime de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme mais qui prennent l'engagement de travailler avec le Gafi pour y remédier**.

## Le Cameroun s'engage à mettre sous contrat de performance quatre entreprises publiques

Selon le rapport du FMI élaboré dans le **prolongement de l'approbation de la 4e revue de son programme économique et financier avec le Cameroun, le gouvernement s'engage à mettre sous contrat de performances une première vague de 4 sociétés d'Etat dès novembre 2023**. Il s'agit de la **Cameroon télécommunications (Camtel)**, la **Cotonnière Industrielle du Cameroun (Cicam)**, la **Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co)** et du **Port autonome de Douala (PAD)**. **Par cette décision, l'Etat du Cameroun souhaite accroître les performances de ces sociétés et réduire les subventions qui leur sont allouées**. Selon une [circulaire 6 juillet 2022](#), le ministre des Finances a prescrit la mise sous contrat de performance de tous les établissements et entreprises publics au 31 décembre 2024.



## Le groupe Access Bank rachète la filiale camerounaise de Standard Chartered Bank

Standard chartered Bank [a annoncé le 14 juillet 2023](#) avoir signé un accord de vente de ses filiales dans cinq pays d'Afrique subsaharienne à la banque nigériane Access Bank. Par cet accord, Access Bank reprendra dès 2024, les filiales du groupe Standard Chartered Bank présentes au Cameroun, en Angola, en Gambie, en Sierra Leone et en Tanzanie. Cette opération reste toutefois assujettie aux approbations réglementaires des différents régulateurs. La décision stratégique du groupe Standard Chartered Bank lui permettra de rediriger les ressources de la zone Afrique Moyen Orient vers d'autres zones à fort potentiel de croissance ; pour rappel, Standard Chartered avait annoncé en avril 2022 sa décision de quitter plusieurs pays d'Afrique et du Moyen Orient pour un meilleur positionnement stratégique. Access Bank pour sa part, est présente au Cameroun depuis 2019 ainsi que dans 14 pays africains. Le rachat de ces 5 filiales de Standard Chartered lui permettra de consolider sa présence dans ces 14 pays et de s'étendre vers la Tanzanie.

## 4,1 Mds FCFA pour le financement du projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat au Cameroun

Réunis le 14 juillet 2023 à Abidjan, les membres du conseil d'administration de la Banque africaine de développement ont décidé de l'octroi d'un prêt de 4,1 Mds FCFA destiné au financement du projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat et à l'amélioration des compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC). Ce projet couvrira cinq régions du Cameroun. Le projet vise à développer les compétences nécessaires aux besoins de l'économie locale et à promouvoir l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes et des femmes dans divers secteurs clés de l'économie.

## L'UE octroie un don de 40 Mds FCFA au Cameroun

Trois [conventions](#) ont été signées le 18 juillet 2023 entre Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et Philippe Van Damme, Chef de la délégation de l'Union Européenne au Cameroun. Cette enveloppe, octroyée sous forme de don à travers le nouveau mécanisme financier « Instrument de voisinage, de Coopération au développement et de Coopération Internationale (NDICI) », est destinée au financement des 3 projets dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la préservation de l'environnement et du Social. Il s'agit du Programme « Paysage vert Sud/Sud-Est Cameroun » (13,12Mds FCFA), du Programme « Food production and resilience of food systems in African, Caribbean and Pacific countries » (13,12 Mds FCFA dont 9,85 Mds sous forme d'appui budgétaire) et le programme « d'appui à la société civile au Cameroun et sa contribution à l'égalité de genre, la paix et la cohésion sociale dans les régions en crise » (11,15 Mds FCFA).

## Centrafrique

### Publication de la note de conjoncture de la Banque Mondiale

Selon la [dernière édition de la note annuelle sur la conjoncture économique en RCA](#) publiée fin juin, l'économie du pays devrait renouer avec la croissance après un ralentissement marqué par les inondations et les pénuries de carburant en 2022. La Banque estime la croissance à 3,6 % pour la période 2023 à 2025, à condition que l'approvisionnement en carburant sur le marché intérieur s'améliore et que les acquis en matière de sécurité se confirment. Elle souligne également les effets pervers des subventions aux carburants et met en avant des stratégies de réformes de ces dernières.

## Congo

La « Journée mondiale des PME », sur le thème « Reprise dans la résilience » a eu lieu ce 26 juin 2023 à Brazzaville

Sous l'égide du Ministère des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, cet évènement visait à promouvoir le rôle des micros, petites et moyennes entreprises dans la création de richesses et la réduction de la pauvreté en République du Congo. Les PME, en encourageant la production, la transformation et la consommation locales, contribuent à réduire le poids de la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger. Aussi, le développement des PME est, selon la Ministre des PME et de l'Artisanat (J. L. MIKOLO), une des priorités du gouvernement. Cela se traduit notamment par l'existence de structures clés comme « l'Agence de développement des PME », ou encore « l'Agence congolaise pour la création des entreprises », qui visent à réduire les coûts et à faciliter les procédures administratives pour la création d'entreprises.

Une délégation congolaise en visite en Inde pour discuter des opportunités d'investissement au Congo de l'Exim Bank Inde

En marge de la 18ème édition du conclave Inde Afrique une délégation du gouvernement congolais s'est entretenue à New-Delhi avec plusieurs investisseurs dont Exim Bank Inde. La banque participe déjà à plusieurs projets au Congo, notamment la construction de la cimenterie Tao Tao dans le département du Niari avec la mobilisation de 55 M USD, mais aussi le projet d'amélioration du système de transports urbains de Brazzaville et Pointe-Noire, que la banque finance à hauteur de 89 M USD. La délégation congolaise composée du Ministre d'Etat en charge des Infrastructures et celui du Développement industriel et de la Promotion du

secteur privé, a donc fait le point avec Exim Bank de l'état d'avancement de ces projets, et a ouvert des négociations pour le financement de l'usine d'Urée productrice d'engrais. Les représentants congolais ont par ailleurs souligné leur besoin de partenaires, notamment indiens, en vue de l'ouverture prochaine (d'ici fin 2023) du marché de la Zone économique de libre-échange continentale africaine (Zlécaf). Ils ont également rappelé la place privilégiée de l'industrie dans la mise en œuvre des politiques publiques nationales, ce secteur représentant 50% des investissements prévus par le Plan national de développement (PND) 2022-2026, et comptabilisant plusieurs projets prioritaires du gouvernement (construction d'unités de production et de transformation, construction d'un laboratoire de contrôle qualité, réhabilitation infrastructures de transport, etc.)

Le gouvernement congolais a enjoint aux sociétés Bralico et Dangote Ciment de revoir leurs tarifs à la baisse

Le Premier Ministre congolais (A. C. MAKOSSO), a adressé une correspondance au Ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation (A. C. N'SILOU), l'informant que le gouvernement entreprend de contrôler les niveaux d'augmentation des prix des produits vendus à Brazzaville, Pointe-Noire et dans d'autres villes du pays. Ce en réaction notamment à la hausse des prix du ciment. La tonne de 32,5 R est désormais vendue à 84 950 FCFA à Brazzaville (+ 26,8%) et à 82 950 FCFA à Pointe Noire (+27,6%), et celle de 42,5 R, à 89 950 FCFA à Brazzaville (+24,9%) et à 87 950 FCFA à Pointe Noire (+25%). Le Ministre du Commerce a donc demandé à la société nigériane Dangote Cement, de revenir sur sa récente augmentation de tarifs. La même demande a été adressée à la société française Bralico, entreprise spécialisée dans la production et la commercialisation de bières et autres boissons (filiale du Groupe CASTEL). Les deux sociétés justifient leur hausse de tarifs, respectivement, par l'augmentation du

coût des matières premières du ciment (charbon, gypse, explosifs) sur le marché mondial, et l'augmentation des droits d'accise pour les boissons alcoolisées, passés de 12,5% à 17,5% depuis la [Loi de finances 2023](#). La recherche d'un compromis a donc été sollicitée par le Ministre.

## Les prix des produits pétroliers ont été fixés à la baisse pour s'établir à 75,14 USD le baril au deuxième trimestre 2023

Dans un contexte d'instabilité du marché pétrolier, le Comité de fixation des prix des bruts congolais a convenu en ce deuxième trimestre 2023, d'un [prix](#) à 75,14 USD le baril, soit un différentiel moyen de -1,92 USD par baril. Le 14 juillet 2023, les autorités et les compagnies pétrolières se sont également accordées à diversifier les acteurs destinataires sur le marché. Le Ministre congolais des Hydrocarbures (B. J. R. ITOUA) entend planifier une stratégie rigoureuse aux côtés des pétroliers pour minimiser les risques de volatilité des prix. Ce notamment en raison du caractère essentiel des revenus pétroliers pour l'équilibre financier du pays, la relance économique, et le financement de projets stratégiques comme la production de gaz naturel liquéfié (GNL). Les prévisions pour le troisième trimestre 2023 anticipent une hausse de 7% minimum des prix du baril de Brent, qui devraient s'établir entre 80 et 90 USD le baril. Cette évolution dépendra de facteurs géopolitiques clés comme la guerre en Ukraine, la variation de stocks de pétrole aux Etats-Unis, ou encore les politiques monétaires des principales banques centrales.

## Gabon

### Les exportations en baisse au premier trimestre 2023

Les chiffres publiés par la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale (DGEPF) dans sa « Note de conjoncture sectorielle » pour le

premier trimestre de 2023 attestent d'un recul de 13,4% des exportations du Gabon à destination de ses dix premiers clients, par rapport au dernier trimestre de 2022. Cela résulte notamment d'une réduction des commandes de pétrole, de manganèse ou de bois scié en provenance de l'Indonésie (-46,2%), de l'Italie (-41,4%), d'Israël (-39,3%) et de la Chine (-27,9%). Cette dernière reste néanmoins, de loin, le premier client du Gabon. Certains pays, à l'instar de l'Allemagne et de la Suisse (pour le bois scié) ou de l'Inde et de la Malaisie (pour le pétrole et le manganèse), ont toutefois accru leurs importations en provenance du Gabon sur la période.

### Accord avec l'OMC concernant les subventions à la pêche

En déposant son instrument d'acceptation de l'Accord sur les subventions à la pêche, le 12 juillet dernier, le Gabon est devenu le troisième pays africain à rejoindre la liste soutenant l'accord adopté par consensus lors de la conférence ministérielle de l'OMC en 2022. Celui-ci vise à établir de nouvelles règles multilatérales afin de lutter contre l'épuisement des stocks de poissons dans le monde tout en reconnaissant les besoins des pays en développement et des PMA. Le Gabon réaffirme ainsi son engagement contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, qui couterait jusqu'à 2,3 Mds USD par an aux pays du continent africain.

### L'industrie du bois en forte progression sur quatre ans

Véritable pilier de l'économie gabonaise, le secteur du bois ouvré a connu une croissance rapide de ses revenus à l'export entre 2018 et 2022 (+91%), atteignant 610 Mds FCFA, selon une étude conjointe menée par EY et le cabinet Mays Mouissi Consulting. Cette croissance est portée par le poids qu'ont pris le placage et le contreplaqué qui représentent dorénavant 35% de la production industrielle du secteur contre 26% en 2018. Cela s'explique notamment par



**l'interdiction de l'exportation du bois brut** (grumes) ainsi que par la création de la ZES de Nkok, un nouveau pôle industriel de transformation du bois, qui assure dorénavant 31% de la production forestière du pays. Par rapport à 2010, celle-ci a ainsi pratiquement doublé et le Gabon est désormais le premier producteur de placage en Afrique, le troisième producteur de sciage et le quatrième producteur de contreplaqué sur le continent.

## Le gouvernement acte l'achat d'électricité à la Guinée Equatoriale

Afin d'assurer l'alimentation des villes du nord du Gabon dans l'immédiat et d'avancer dans leur projet d'interconnexion des réseaux électriques, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et la Sociedad de electricidad de Guinea Ecuatorial (SEGESA) ont signé un contrat d'achat-vente d'énergie électrique. À terme, ce contrat permettra de subvenir aux besoins des principales localités gabonaises et équato-guinéennes proches de la frontière commune aux deux pays et est amené à soulager la SEEG, en difficulté quant à l'approvisionnement de l'ensemble du pays en électricité. Supervisé par le Pool énergétique de l'Afrique centrale, le contrat est également considéré comme une étape supplémentaire en faveur de l'intégration sous-régionale en Afrique centrale.

## Guinée équatoriale

### Coopération Chine -Guinée Equatoriale : les deux pays annoncent renforcer leurs liens

Le vice-président équato-guinéen, Teodoro Nguema Obiang Mangue, s'est rendu en Chine pour une visite d'une semaine début juillet, au cours de laquelle il a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue chinois, Han Zheng, ainsi qu'avec des cadres de sociétés chinoises. De

cette visite il ressort que les deux pays entendent intensifier leur coopération bilatérale dans plusieurs domaines notamment ceux de la transformation, du BTP, du transport maritime et **de l'énergie**. Le vice-président équato-guinéen s'est également entretenu avec le PDG de la China State Shipbuilding Corp (CSSC). À l'issue de cet entretien l'on retient l'annonce de la commande, par les autorités équato-guinéennes, d'une frégate et d'un navire de transport de civils. Les jours suivants, le vice-président a rencontré, à Pékin, des cadres de la société de construction China Gezhouba Group Corp II a ensuite reçu des délégations du géant du BTP China Road and Bridge Corp, et du groupe énergétique China Power Investment Corp.

## Conseil des ministres : retour sur quelques annonces effectuées

Le Conseil des ministres du 14 juillet 2023 a abordé le rapport de synthèse et la présentation du plan du gouvernement à l'horizon 2023, avec une vision d'Horizon 2035. Ce conseil fut également marqué par la présentation du projet de décret portant adoption de la Stratégie nationale pour le développement de la statistique en Guinée équatoriale, correspondant à la période 2022-2025. Aussi le projet de loi portant création du Compte unique du Trésor a également été analysé, avec la présentation du Département du Trésor et du Patrimoine de l'État.

## Tchad

### Renforcement de capacité sur les passations de marchés destiné au secteur privé au Tchad

La Banque Mondiale et la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture, de Mine et d'Artisanat (CCIAMA) ont conjointement organisé un forum sur la passation des marchés destiné au secteur privé au Tchad. Cet événement s'est tenu le 14 juin à N'Djamena, en présence du secrétaire général du

gouvernement. Rasis Pertev, représentant résident de la Banque mondiale au Tchad, a présenté l'objectif de ce forum qui est d'aider le secteur privé tchadien à mieux se préparer pour répondre aux exigences des appels d'offres et des demandes de propositions de la Banque mondiale. Il a également souligné l'importance d'élargir la participation à d'autres acteurs de la chaîne de la commande publique. Il vise à renforcer la compréhension des procédures de passation des marchés et à promouvoir une participation plus active du secteur privé dans l'exécution des marchés publics. En favorisant la transparence et en encourageant les bonnes pratiques, ce forum contribuera à dynamiser le climat des affaires au Tchad et à stimuler l'investissement privé dans le pays.

## Nouvel appui de la France pour le secteur de la santé au Tchad à hauteur de 11M EUR

Le 26 juin 2023 a eu lieu à N'Djaména le lancement officiel de la troisième phase du **Projet d'Appui au Secteur de la Santé au Tchad (PASST3)**, financé à hauteur de 11 millions d'euros par l'Agence française de développement. Les deux précédentes phases du projet dont la première a débuté en 2008, ont ciblé principalement le renforcement des ressources **humaines en santé, l'amélioration de l'offre de soins en santé maternelle et infantile et le financement de la santé dans 3 provinces du Tchad** que sont : N'Djaména, le Logone occidentale et le Ouaddaï. Cette nouvelle phase ciblera plus précisément un appui aux politiques publiques en matière de santé pour promouvoir **l'équité et réduire les inégalités femmes/hommes, un renforcement de l'offre et la promotion de la demande en Santé de la Reproduction, Maternelle, Néonatale et Infantile**. Enfin il est prévu un accompagnement des efforts du Gouvernement pour la mise en place de la CSU, le tout pour une durée de 4 ans.

## Lancement d'une table ronde de haut niveau sur la formation technique et l'emploi

Le 6 juillet 2023, le ministère de la formation professionnelle, des métiers et de la microfinance a procédé au lancement de la Table ronde de haut niveau sur la réforme de **l'enseignement et la formation techniques et professionnelles et de l'emploi au Tchad**. Le **secteur de l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle (EFPT)**, déplore des **dispositifs d'emploi, d'enseignement, de formation techniques et professionnelles** qui restent embryonnaires au Tchad. Appuyé par la Banque Mondiale et le comité des partenaires techniques et financiers, cette table ronde permettra de dégager les grands axes de la **politique nationale de l'EFPT dont découlera une stratégie de gouvernance réglementaire, pédagogique et financière** pour un système national de promotion de la formation techniques et professionnelles. La **politique nationale de l'EFPT visera, à long terme, à renforcer l'employabilité et l'insertion des jeunes et des femmes et s'inscrira dans le prochain plan national de Développement (PND) au Tchad**.

## La crise environnementale au Kanem interroge sur l'exploitation des futurs champs pétrolifères

Les déversements d'hydrocarbures dans les provinces du Kanem et du Lac à l'origine de la crise environnementale, ont fait l'objet d'un diagnostic et d'une visite de terrain du Directeur Général de la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), et de son équipe technique. Ces derniers se sont rendus à Mao pour évaluer la crise environnementale et des visites ont été effectuées sur les sites de déversement de Rig Rig et Ngouri, avec deux sites nettoyés et deux nécessitant encore des actions de nettoyage. Des préoccupations ont été soulevées concernant l'exploitation future du champ de Sidigui toutefois, la direction de la SHT indique que le champ n'est pas encore exploité et que les



activités actuelles sont des tests visant à obtenir les autorisations nécessaires du ministère de tutelle. Des mesures ont été prises pour purger la **pression et nettoyer le pipeline**. La SHT s'est engagée à trouver des solutions durables, pour **l'exploitation de nouveaux champs** et ainsi marquer une nouvelle étape de développement du secteur pétrolier tchadien.

## Publication par la Banque Mondiale de la note sur la situation économique au Tchad

Le lundi 10 juillet a eu lieu la cérémonie de présentation de la [note sur la situation économique au Tchad](#) par les équipes de la Banque Mondiale. Les travaux ont également porté sur un chapitre spécial dédié à **l'amélioration de la résilience face aux inondations**. Les différentes parties de la note présentent les différents indicateurs macroéconomiques, et le lien entre ces derniers et les conséquences du changement climatique. La note présente dans les grandes lignes que les recettes pétrolières ont été élevées et ont conduit à un excédent budgétaire de 4,5 % du PIB en 2022, tandis que le déficit budgétaire non pétrolier ressort à 7,4 % du PIB. Toutefois les inondations et le contexte sécuritaire ont conduit à un freinage de la reprise attendue en 2022. Les perspectives sont soumises à **l'incertitude et à de multiples risques de détérioration** liés à des sources de vulnérabilité récurrentes et émergentes, notamment le resserrement des conditions du marché financier et les chocs climatiques.

## RDC

### Accord tripartite pour les exportations de minerais à travers le corridor ferroviaire de Lobito

Les présidents Tshisekedi de la RDC, Hichilema de la Zambie et Lourenço de l'Angola ont présidé début juillet la cérémonie de signature d'un

accord pour renforcer les exportations des minerais à travers l'utilisation du corridor ferroviaire angolais de Lobito. L'exploitation de ce corridor ferroviaire frontalier aboutissant au port de Lobito a été concédée à la société Lobito Atlantic Railway. Lobito Atlantic Railway est un consortium comprenant Trafigura, le groupe de BTP portugais Mota-Engil Engenharia e Construcao Africa et Vecturis SA, opérateur ferroviaire belge. En RDC, ce corridor relie les provinces minières du Tanganyika, du Haut-Lomami, de Lualaba et du Haut-Katanga. Les Etats-Unis seraient susceptibles d'apporter un financement à ce projet.

## Annonces d'intérêts concernant l'industrie des batteries en RDC

A l'occasion du déplacement à Shanghai du **ministre congolais de l'Industrie, Julien Paluku**, deux entreprises chinoises (CMOC et CATL) se sont déclarées prêtes à accompagner la RDC dans la mise en œuvre du projet de la chaîne de valeur des batteries électriques. CATL (Contemporary Ampere Technology) est le géant chinois des batteries. Le directeur général de CMOC (Tenke Fungurume Mining) a déclaré être prêt à accompagner la RDC pour sa réindustrialisation et son développement économique. La société ARISE est en charge des études sur la zone économique spéciale **susceptible d'accueillir ce vaste projet industriel**. **L'Agence congolaise des batteries est le principal organe de gouvernance des ambitions de la RDC sur les batteries et véhicules électriques**. Elle a été créée en avril 2022.

## Forum économique RDC- Afrique du Sud

Lors de la visite officielle du président sud-africain, **Cyril Ramaphosa**, s'est tenu un Forum économique dans le cadre de la 12<sup>e</sup> grande commission mixte RDC-Afrique du Sud. Plusieurs ministres des deux pays et des entrepreneurs ont pris part à ce Forum qui a eu lieu au Palais du

peuple les 5 et 6 juillet derniers. Les ressources minérales, les infrastructures, l'agriculture et l'agro-industrie ont été au centre des discussions, ainsi que l'énergie. A l'occasion d'une conférence de presse, le président sud-africain a renouvelé à son hôte son engagement à relancer le projet de barrage Grand Inga aujourd'hui en suspens. Il s'était aussi exprimé en faveur de ce projet lors du Sommet pour un Nouveau Pacte financier mondial à Paris les 22 et 23 juin.

## Nouvelles nominations au sein de certaines entreprises publiques

Le Président Tshisekedi a procédé en début de mois à de nouvelles nominations dans certaines entreprises publiques. Si certains ont été reconduits à leurs postes, de nouvelles figures font leur entrée au sein des entreprises publiques dont, s'agissant du Service géologique national du Congo (SGNC), M. Gety Mpanu Mpanu (PCA) et M. Wamenya Raoul (DG). Des changements sont aussi intervenus entre autres au sein de l'Autorité de contrôle et de régulation des marchés des substances minérales stratégiques, de la Régie des voies aériennes (RVA), de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) et de la Société commerciale des postes et télécommunications (SCPT).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé  
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé,  
Services économiques de Libreville,  
de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner